



COMMUNIQUÉ AUX CHEMINOTS

Paris, le 13 avril 2018

UN GOUVERNEMENT QUI DÉRAILLE ENSEMBLE, TOUT EST POSSIBLE !

Les organisations syndicales, réunies en interfédérale le mercredi 11 avril 2018, ont analysé la situation du rapport de force et l'avancement du débat législatif en lien avec les concertations ministérielles.

La mobilisation est importante sur l'ensemble du territoire. Les cheminots sont déterminés et sereins malgré les intimidations du gouvernement et de la direction.

De nombreuses initiatives s'organisent en direction des usagers, des populations et des élus de la République pour porter l'exigence d'un autre projet de loi concernant la réforme ferroviaire.

Ces initiatives provoquent de l'inquiétude sur les bancs de la majorité présidentielle, ce qui a provoqué l'organisation d'interventions dans les médias du président de la République au quatrième jour de grève à la SNCF (aujourd'hui sur TF1 et dimanche soir prochain sur BFM). Nous avons assisté ce jour à une prestation présidentielle complètement hors-sol, n'apportant aucune réponse aux propositions portées par les cheminots et leurs organisations syndicales. Aucune nouveauté n'a été apportée, aucune annonce n'a été faite. L'exemple de la dette est éclairant, rien n'a été proposé de nouveau par rapport aux postures tenues depuis un mois et demi : la dette serait reprise, sans précision de montant ni de date.

D'autre part, les organisations syndicales dénoncent l'attitude militante de la direction de la SNCF valorisant la réforme ferroviaire du Gouvernement.

Celle-ci se discrédite de jours en jours en s'enfermant dans des communications mensongères, Nous en voulons pour preuve le contenu de l'information qui a été donné aux cheminots via l'application « Les infos » qui met en avant l'inscription dans la loi du caractère incessible des titres de l'éventuelle future société anonyme alors que cela n'a pas été voté et ne constitue donc pas un élément de la loi. De même, à ce stade, le sort de SNCF Mobilités et SNCF Réseau n'est pas acté.

La direction ne peut pas se permettre d'interpréter à sa guise les débats parlementaires.

Une fracture est ouverte entre la direction de l'entreprise et les cheminots.

Nous mesurons tous la nécessité de développer le service public ferroviaire, ainsi que les conditions sociales, de vie et de travail des cheminots. Nous portons tous la volonté d'apporter des changements positifs pour le système ferroviaire, les usagers et les cheminots.

Les arguments et propositions des organisations syndicales sont appréciées sur les chantiers et offrent de réelles perspectives d'amélioration de la qualité de service au quotidien.

Au regard de cette situation, les fédérations CGT, UNSA, SUD-Rail et CFDT ont décidé d'interpeller le Gouvernement pour l'ouverture de réelles négociations sur la base des 8 points de la plateforme unitaire au travers d'un projet commun étayé. Elles demandent l'arrêt du processus législatif en cours et l'ouverture de négociations approfondies sur les huit points.

Les fédérations syndicales CGT, UNSA, SUD-Rail et CFDT appellent l'ensemble des cheminots à amplifier le mouvement engagé depuis les 03 et 04 avril dernier. Elles appellent les cheminots et cheminotes qui ne l'ont pas encore fait à s'inscrire dans la mobilisation. Rien n'est joué. Nous pouvons gagner !